



Gagner le financement de la Sécurité Sociale: un impératif de l'heure!

Publié le 25 septembre 2023 par Michel Limousin



© Romani (phototheque.org)

Depuis plusieurs semaines circule une pétition nationale unitaire, signée par plus de 100 organisations « pour que le budget de la Sécurité Sociale réponde en 2024 aux besoins de la population ». Les Cahiers de santé publique s'associent à cette initiative. Il est temps de se donner les moyens de défendre la Sécurité sociale !

Dans le contexte actuel des attaques tout azimut contre les services publics et les biens communs et une inflation voulue qui entraîne le pays dans une récession sans fond, le projet de financement de la Sécurité sociale du gouvernement pour l'année 2024 va aggraver globalement l'accès aux soins et la paupérisation d'une immense majorité de la population : faire « des économies » sur le dos de toutes et tous est l'obsession



largement partagée dans le camp de toute la droite et du MEDEF !

Un taux d'évolution des dépenses de 3,2%, dérisoire au regard des besoins estimés de l'hôpital et de la médecine de ville et du niveau de l'inflation. Ce taux annoncé sera inférieur à l'inflation, de sorte que le pouvoir d'achat du budget de la branche maladie de la Sécurité sociale sera en baisse. En fait, les hôpitaux publics sont encore et toujours dans la ligne de mire du gouvernement, et cela malgré un contexte permanent de rupture de la chaîne de soins. L'augmentation des prix des médicaments, le doublement des franchises médicales, la chasse aux arrêts de travail... vont encore plus aggraver le pouvoir d'achat et l'accès aux soins

C'est une mise à mort de nombreuses structures de soins hospitalières qui s'opère et un nouveau transfert de charge vers les assurés sociaux. C'est l'explosion des restes à charge des ménages et le renoncement au soin qui est d'ores et déjà prévisible, avec là encore les effets délétères sur la mortalité évitable que l'on connaît. Après la contre-réforme des retraites, le gouvernement entend poursuivre l'épuisement des ressources de la Sécurité sociale, toutes branches confondues, au nom de la lutte contre les « déficits » sociaux orchestrés au profit des entreprises, des laboratoires pharmaceutiques et des grands groupes privés de la santé. L'exonération des cotisations qui maintient la masse des bas salaires, va atteindre le triste record des 80 milliards d'euros et pourtant l'argent coule à flot.

Afin de préserver les intérêts des actionnaires du CAC 40 qui ont engrangé de superprofits alimentés par l'inflation, après une année record en 2022 (56 milliards de dividendes distribués) tout en touchant quelques 200 milliards d'aides publiques sans contreparties, le gouvernement poursuit sa casse des droits collectifs, de la protection sociale.

Ainsi se substitue lentement mais sûrement au principe de solidarité « je cotise selon mes moyens et reçois selon mes besoins » la règle d'or de l'ultra-libéralisme : « j'ai un besoin, je paie » Il faut en finir avec cette politique destructrice et mortifère qui privilégie le capital au travail, le grand patronat aux travailleurs, actifs, retraités ou chômeurs !

Dans l'immédiat, il y a urgence de mener le combat pour augmenter les ressources de la Sécurité sociale tout autant que pour les salaires, les retraites, les allocations familiales





et le chômage. Il faut casser le cycle de la super-austérité qui enfonce le pays dans une pauvreté insupportable.

Se fixer l'ambition d'une Sécurité sociale qui prendrait en charge 100% des soins prescrits, l'augmentation des allocations familiales, de l'APL, les besoins immenses du vieillissement et de l'autonomie, c'est notre proposition.

Nous soutenons la pétition <https://www.convergence-sp.fr/petition-plfss-2024.com>

